



Le grand **débat national**

— —

Synthèse réunions du mardi 29 Janvier 2019 du mardi 12 février

Participants et tenue de la réunion :

- *Une trentaine de participants à la réunion du 29 janvier*
- *Seulement dix personnes à la deuxième réunion du 12 février*
- *Toutes les personnes souhaitant s'exprimer ont eu la parole ;*
- *Le choix d'aborder tous les sujets sans traiter un thème plus qu'un autre a été privilégié ;*
- *Réunions au cours desquelles, même avec des approches et avis différents, des grands thèmes sociétaux et objets de doléances fortes ont été mis en évidence.*

Sujets et Thèmes abordés :

- *Quel intérêt de ce Grand Débat, qualifié parfois « d'enfumage », dans la mesure où certaines déclarations du Président Macron et du Premier Ministre laissent à penser qu'ils ne dévieront pas du cap qu'ils ont fixé ?*
- *Ce Grand Débat a-t-il pour objectif d'apporter des solutions positives ou plutôt d'expliquer aux gens (gilets jaunes ou pas) qu'ils ont tort dans ce qu'ils expriment.*
- *Enrayer l'injustice fiscale et aller vers de la justice fiscale :*
 - *Il faut supprimer les taxes sur les carburants qui pénalisent avant tout les véhicules légers utilisés pour se rendre au travail, déplacements qui ne représentent qu'une petite partie de la pollution existante. A noter que les gros pollueurs et notamment camions, avions, cargos bénéficient d'exonérations ;*
 - *Quelles conséquences écologiques pourraient entraîner la suppression de la taxe sur les carburants ?*
 - *Il faut remettre l'ISF mais plus globalement de la justice fiscale. ISF ou taxation plus importante des gros revenus (tranches supplémentaires jusqu'à 90%) sont attendus ;*
 - *Il faut enrayer l'évasion fiscale, de même, il devrait y avoir obligation de payer ses impôts en France pour les patrons des grandes entreprises ;*
 - *Les revenus des grands patrons et les avantages autres (retraites chapeau – indemnités de départ) doivent être plafonnés. Il n'est pas normal qu'un patron de grande industrie gagne plus de 300 fois le salaire moyen de ses salariés. Une*

loi, à l'identique de ce qui peut exister dans d'autres pays d'Europe, doit être promulguée ;

- *L'impôt sur le revenu n'est plus redistributif ;*
 - *La TVA est un impôt injuste, le taux est le même quel que soient ses revenus ;*
 - *Suppression de la TVA sur les produits de première nécessité et augmentation de la TVA sur les produits de luxe ;*
 - *L'impôt sur le revenu doit être payé par tous ;*
 - *Il faut revoir les droits de succession et notamment pour les grandes entreprises ayant prospéré grâce aux commandes publiques ;*
 - *Taxation sur les dividendes plus élevée ;*
 - *Le SMIC, les pensions de retraite et de réversion doivent être revalorisés. L'augmentation de la CSG sur les retraites doit être supprimée ;*
 - *Le CICE, Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi doit être aboli car ce dispositif est un avantage fiscal qui permet aux entreprises bénéficiaires d'amoindrir leur impôt sur les bénéfices. Les effets de ce dispositif sur l'emploi sont quasi nuls. Les sommes allouées au CICE pourraient être réinvesties en direction de PME, PMI, petits commerces qui sont les premiers créateurs d'activités et d'emplois ;*
 - *Comment vivre si toutes les taxes sont supprimées ?*
 - *Suppression des niches fiscales qui ne profitent qu'à des personnes déjà aisées. A titre d'exemple, les avantages fiscaux liés à l'immobilier (loi Scellier) permettent aux bénéficiaires de s'enrichir à terme en se constituant un patrimoine immobilier bénéficiant de réduction d'impôt de 25% à 37%) ;*
 - *Plutôt que de supprimer des taxes, il faut avant tout augmenter les bas revenus ;*
 - *Revoir le mode de calcul des bas revenus et les différentes aides accordées, supprimer la prime d'activité en augmentant le SMIC de manière à ce que toute heure travaillée soit bien rémunérée quelle que soit la durée hebdomadaire ou mensuelle de travail ;*
 - *Moins de taxes sur les salaires pour les entreprises à condition de redistribuer aux salariés ;*
 - *Valoriser le travail ;*
 - *Augmentations équitables dans les entreprises, inadmissible qu'un patron s'octroie des augmentations plus élevées que celles accordées aux autres salariés.*
- *Enrayer l'injustice sociale et aller vers de la justice sociale :*
 - *Redonner pouvoir d'achat, espoir, perspectives et dignité au peuple, dans le respect des valeurs de notre république ;*
 - *Laisser les gens au bord du chemin c'est « dégueulasse » ;*
 - *Mieux aider financièrement les étudiants obligés de se loger en dehors du domicile familial ;*
 - *Inégalités d'accès aux études pour les enfants dont les parents ont des revenus moyens ou faibles ;*

- *Maintien, voire augmentation de l'APL en fonction de la situation de l'étudiant ;*
 - *Laisser les logements initialement prévus pour les étudiants aux étudiants et ne pas les réserver pour loger les migrants ;*
 - *Mettre à disposition des étudiants des logements universitaires de qualité ;*
 - *Revoir la retraite des agriculteurs ;*
 - *Redistribuer des moyens aux communes rurales pour une équité urbains – ruraux et pour le maintien des populations dans les territoires aujourd'hui en baisse sensible, voire dramatique, de population ;*
 - *L'aménagement du territoire doit être repensé pour créer de l'égalité entre métropoles, région urbaines et secteurs ruraux, notamment en ce qui concerne les voies de communications et les axes structurants nécessaires au développement économique et à la création d'emplois permettant le maintien des populations ;*
 - *Il faut remettre de la solidarité dans notre quotidien.*
- *L'organisation de l'Etat et des services publics :*
 - *Education et maintien des écoles en milieu rural ;*
 - *Maintenir des hôpitaux et maternités de proximité ;*
 - *Revoir la répartition territoriale des professionnels de santé ;*
 - *Créer des services médicaux de proximité pour la nuit et le week-end pour limiter le recours aux urgences (permanences – gardes....) ;*
 - *Supprimer les dépassements d'honoraires qui créent une inégalité de soins en fonction des revenus ;*
 - *Il faut remettre de la proximité et de l'humain dans les démarches administratives, ne pas tout dématérialiser. Tous n'ont pas accès à l'utilisation de l'internet, créant ainsi des « exclus » de la société. Les administrations doivent être plus facilement joignables ;*
 - *Il faut aller vers plus de simplifications dans toutes les démarches administratives ;*
 - *Développer les modes de transport publics adaptés aux besoins des utilisateurs et à des prix accessibles à tous ;*
 - *L'Etat doit reprendre l'exploitation et la gestion des autoroutes et lignes TGV concédées au privé. Ces concessions rapportent beaucoup d'argent aux concessionnaires qui, néanmoins, continuent à augmenter leurs tarifs pour distribuer des dividendes faramineux à leurs actionnaires ;*
 - *L'insécurité et plus particulièrement l'insécurité en lien avec l'immigration et les attentats terroristes : contrôles aux frontières à renforcer.*
 - *La démocratie et la citoyenneté :*
 - *Le vote blanc doit être pris en compte comme un vote exprimé ;*
 - *Rendre le vote obligatoire ;*
 - *Suppression du droit de vote si non-participation à un nombre de scrutins à définir ;*
 - *Inscrire l'éducation civique et citoyenne dans les programmes scolaires à minima jusqu'au BAC ;*

- *Modifier les institutions et redéfinir le rôle de chacune ;*
 - *Les Grands élus n'écourent pas leurs concitoyens et ne rendent jamais compte de leur action ;*
 - *Il faut aller vers la proportionnelle intégrale dans les élections ;*
 - *N'instaurer qu'une dose de proportionnelle dans les scrutins pour maintenir une stabilité dans le fonctionnement de nos institutions,*
 - *Certaines instances, comme le CESE (Conseil Economique Social et Environnemental), ne se justifient pas et doivent être supprimées ;*
 - *Limiter le nombre de Parlementaires (Députés – Sénateurs) ;*
 - *Une seule assemblée parlementaire avec une représentation équitable de tous les territoires (urbains – ruraux) élue avec une dose de proportionnelle instaurant une forme de contre-pouvoir significative et efficace ;*
 - *Revoir la rémunération des Parlementaires pour faire des économies et exiger une présence minimale notamment à l'Assemblée Nationale ;*
 - *Revoir le régime de retraite des Parlementaires (régime général) ;*
 - *Limiter le nombre de mandats (1 personne un seul mandat) ;*
 - *Revoir les privilèges accordés aux anciens présidents de la république ;*
 - *Supprimer la fonction officieuse de 1^{ère} dame et les moyens qui lui sont alloués ;*
 - *Supprimer les avantages accordés aux hauts fonctionnaires titulaires de mandats électoraux ;*
 - *Limiter le salaire de hauts fonctionnaires ;*
 - *L'Etat Jacobin n'a plus sa place dans une société mondialisée ;*
 - *Donner plus de pouvoir aux initiatives personnelles.*
- **L'emploi :**
 - *Recruter est trop compliqué, il faut simplifier les procédures et mettre de la cohérence entre les différents services en charge de l'emploi ;*
 - *Laisser le SMIC à son niveau mais baisser les charges sur les salaires.*
- **Transition écologique**
 - *Quelle situation écologique et quelle qualité de vie allons-nous laisser à nos enfants, petits-enfants et aux générations futures ;*
 - *L'état actuel est source d'angoisse ;*
 - *Inscrire durablement le principe de transition écologique tout au long du parcours scolaire et universitaire ;*
 - *Toujours trop d'ignorance vis-à-vis de l'écologie et des conséquences de nos comportements pour l'avenir de la planète ;*
 - *Empêcher les lobbies anti-écologie d'agir auprès des décideurs politiques ;*
 - *Lutter contre le greenwashing ou blanchiment écologique en dénonçant les comportements abusifs des entreprises qui utilisent ce mode de communication ;*
 - *Réduire le trop d'emballage et faire en sorte que les produits non-emballés ne coûtent pas plus chers aux consommateurs ;*
 - *Il y a, aujourd'hui, incompatibilité entre capitalisme et écologie. Les sources de profits s'affranchissent des conséquences écologiques induites ;*

- *Un produit agricole (ex. céréale) subit plus de traitement après sa récolte et par différents intermédiaires que pendant sa culture ;*
 - *Il faut revoir nos modes de consommations et éduquer vers de nouveaux comportements*
 - *Taxer le pollueur dans une démarche pollueur – payeur ;*
 - *Développer les transports publics ;*
 - *Les services de transports publics (TER – Bus – RER – Métro) doivent être de qualité et adaptés aux besoins des usagers pour limiter le recours à la voiture individuelle ;*
 - *Développer les points de co-voiturage et mettre en place des mesures incitatives à l'utilisation de ce système ;*
 - *Mettre en place une politique efficace pour le Fret Ferroviaire et fluvial avec comme objectif de limiter le fret routier et le trafic et le nombre exponentiel de poids lourds sur nos routes et autoroutes ;*
 - *Réintroduire de l'industrie locale plutôt que d'importer des produits en provenance de pays très éloignés ;*
 - *Développer l'écoconstruction avec des mesures financières incitatives. L'écoconstruction coûte, aujourd'hui, plus cher qu'une construction classique ;*
 - *Encourager la rénovation des bâtiments gourmands en énergie avec des mesures fiscales incitatives.*
- **Divers**
 - *Il faut aller vers plus de simplification dans toutes les démarches administrative.*